Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1694

Artikel: Salaires : qui gagne trop?
Autor: Pochon, Charles-F.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009066

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'art tue la politique

Un mur de députés, dessinés sur des feuillets, écoute les discours du 1er août orchestrés sous les photos des partis en assemblée. On a un décor, une scène et un public, voilà le spectacle. Le dispositif s'appelle *Kongress* et s'expose à la Galerie Basta de Lausanne jusqu'au 15 juillet. Il a été réalisé par Nicolas Savary et Tilo Steireif. Un ethnologue, Grégoire Mayor, donne le ton à la fois allégorique et scientifique du travail plastique et balise les pistes suivies par les deux artistes. Et c'est bien une approche désenchantée, chère aux anthropologues, étrangers en terre inconnue afin de dévoiler l'inconscient très concret des peuples et des cultures lointains, qui anime l'entreprise. Il fallait précisément se mettre dans la peau d'un chercheur venu d'ailleurs qui regarde d'un œil neuf, sinon naïf, les politiciens et leur environnement. Car il faut résister à la mise en scène officielle, en onde tous les jours sur les médias du pays. Si la politique concerne la médiation et la représentation, alors on est en droit de la retourner sur elle-même, de la pasticher, de la provoquer pour troubler son omniprésence à la fois encombrante et incompréhensible.

Le spectacle

La fête nationale lâche ses mots, volés aux orateurs officiels, répétés et alignés par les artistes dans une enveloppe sonore qui en accentue la vanité et l'insupportable nécessité: parler comble les vides et consomme les lieux communs. Le rappel d'une histoire exemplaire rapproche l'épopée légendaire des trois Suisses des masses urbanisées d'aujourd'hui, passablement multicolores, comme l'enseigne l'équipe nationale de football. Dans un écrin de bois, pareil à deux ailes figées ou à un skate-park stylisé, les hauts-parleurs crachent sans remords la logorrhée intarissable entre l'amour des racines et l'attente de l'avenir.

Sur le fond apparaissent les coulisses des réunions, séminaires, rencontres qui rythment jusqu'à l'épuisement la vie publique des élus et des militants. C'est la partie délaissée, ignorée de la scénographie montrée aux médias. Les photographies exhibent pudiquement les préparatifs ou les rangements, l'arrivée ou le départ, l'attente ou la détente. Elles montent le film toussotant, cliché après cliché, d'un monde parallèle au service des vedettes. Tous les partis y passent. Rien ne semble faire la différence. De droite à gauche l'éternelle routine des débats et des confrontations efface tout espoir d'une illumination, d'une vision.

En face se figent les membres des Chambres au complet, bien ordonnés. Les dessins, tirés des portraits empilés sur le site Internet du parlement, profanent les vivants. Les visages noircis dévoilent leur matrice, l'ADN cadavérique du pouvoir qui dévore chair et os. Le mur rappelle le tour à tour le cimetière, le mur des lamentations, la paroi de téléviseurs dans les vitrines des magasins. Toujours des images de morts.

Les artistes ethnographes cessent imperceptiblement de remplir leur carnet de notes, abandonnent leur mission, compriment la distance qui les séparait de leurs sujets pour célébrer un enterrement de première classe: le congrès tourne à l'oraison funèbre. La politique se meurt. L'art s'échappe. Il reste le chant consommé de la parole insensée, inutilisable: sourde et muette. *md*

Qui gagne trop?

Quelle angoisse sociale incite des électeurs à réduire les rétributions de leurs magistrats? Récemment, à Zollikofen (BE), une majorité a estimé que 150000 francs doivent suffire (-34000) au président de la commune.

Ailleurs une Ligue des contribuables, proche de l'UDC, s'efforce d'obtenir des réductions semblables. Les villes de Zurich et de Berne ont déjà dû réduire les rétributions de leurs édiles. Est-ce raisonnable?

L'hebdomadaire dominical *NZZ am Sonntag* du 4 juin a consacré un dossier aux rétributions des édiles de septante grandes localités de Suisse alémanique. Eliminons d'emblée Bâle (autorités communes demi-canton et ville), il en reste 69 dont 35 avec un président à plein-temps et 34 à temps partiel (de 80% à moins de 50%). Ajoutons que seules Bâle, Berne, Lucerne, St-Gall, Winterthour et Zurich ont des municipalités à plein-temps. Cinq chefs-lieux cantonaux ne figurent pas sur la liste: Appenzell, Glaris, Herisau, Sarnen et Schwytz. Bâle mise à part, ce sont, dans l'ordre décroissant les «syndics» de Winterthour (ZH) (260000 francs), Köniz (BE), St-Gall, Baden (AG), Coire qui sont les mieux rétribués.

Un cas exceptionnel est constaté aux Grisons puisque le «maire» de St-Moritz (un peu plus de 5000 habitants) arrive au 8ème rang avant le «Stapi» (abréviation de *Stadtpräsident*) de Zurich (9ème avec 232000 francs) et celui de Berne (18ème avec 214000 francs) dépassé dans son canton par Köniz (2ème), Bienne (7ème) et Thoune (15ème).

Le président de Zurich coûte 67 centimes par année à chaque habitant, celui de Berne 1 franc 75, celui de St. Moritz (en romanche San Murezan) 46 francs (vive le tourisme!); pour les autres, moins de 20 francs.

Est-il sain de viser les rétributions des magistrats au vu des salaires de l'économie privée et des sports? *cfp*